

# Paris 13e : grève des bureaux de poste

Category: Travail, emploi, chômage

écrit par jmfouquer | 30 septembre 2016

Depuis le 7 septembre, les salarié-ess de trois bureaux de poste du 13e arrondissement de Paris sont en grève. La direction tente d'imposer une réorganisation (baisse des effectifs, limitation des horaires d'ouverture) qui prépare la fermeture des bureaux. Cette réduction des capacités d'accueil et de service de la Poste est à l'oeuvre depuis plus de 10 ans à Paris : la ville ainsi perdu 1/3 de ses facteurs et factrices.

La Poste est en outre un terrain privilégié de précarisation des personnels du service public : le dernier concours de recrutement dans le cadre de la Fonction Publique remonte au début des années 2000, depuis, les embauches de contractuels se multiplient. Et la novlangue de l'entreprise ne fait référence qu'à des clients plutôt qu'au service public.

Un personnel précarisé, un service au public dégradé : les dysfonctionnements d'aujourd'hui justifieront demain de nouvelles dégradations du service et de nouvelles pressions sur le personnel.

Les bureaux concernés par la grève se situent dans des quartiers populaires, le soutien de la population aux grévistes est important, tant par la signature d'une pétition que par le succès des collectes (plus de 7.000 euros fin septembre). Des rassemblements devant les bureaux de Poste ou au centre de l'arrondissement sont organisés régulièrement par un comité de soutien regroupant organisations syndicales, formations politiques, associations. Les membres d'Ensemble sont engagés dans ce rassemblement, qui s'inscrit dans la continuité d'un fort engagement intersyndical local lors des mobilisations contre la Loi Travail (CGT, CNT, FO, Solidaires) Les personnels des bureaux sont en grève illimitée (80 % de

grévistes) avec le soutien de leurs organisations syndicales unies (CGT postaux, Sud PTT et FO Com).

Ils exigent le maintien des effectifs, des plages horaires d'ouverture, et de l'ensemble des services au public dans les trois bureaux. De premiers reculs ont été imposés à la direction sur le maintien des effectifs. La lutte continue.

Jean-Jacques Boislaroussie